

**ACCORD SUR LA STRUCTURE DE LA REMUNERATION  
DES SALARIES APPARTENANT AUX GROUPES D'EMPLOI « A » à « E »**

**ENTRE**

La **Société SAFRAN NACELLES**, Société par actions simplifiée, dont le siège social est situé Route du Pont VIII, 76700 GONFREVILLE L'ORCHER, immatriculée au RCS du Havre sous le numéro B 352 050 512, représentée par Madame Céline SOUSA, en qualité de Directrice des Responsabilités Humaines et Sociétales, ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes,

**d'une part**

**ET**

Les Organisations Syndicales Représentatives suivantes, dûment mandatées et représentées par :

Pour la CFDT : Monsieur Franck ZAGANELLI

Pour la CFE-CGC : Monsieur Clément GOURLET

Pour la CGT : Monsieur Alain GRATIGNY

**d'autre part,**

Ci-après ensemble désignées « les Parties »

Il a été convenu ce qui suit :

Accord sur la structure de la rémunération des salariés appartenant aux groupes d'emploi A à E

## SOMMAIRE

|                                                                                             |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| SOMMAIRE .....                                                                              | 2  |
| PREAMBULE .....                                                                             | 3  |
| <b>ARTICLE 1 :</b> Champ d'application, objet et effets .....                               | 3  |
| <b>ARTICLE 2 :</b> Prime d'ancienneté .....                                                 | 4  |
| Article 2.1. Condition d'octroi et modalités de calcul .....                                | 4  |
| Article 2.2. Sort de la prime d'ancienneté en cas de mobilité interne Safran Nacelles ..... | 5  |
| <b>ARTICLE 3 :</b> Salaires minima hiérarchiques.....                                       | 5  |
| <b>ARTICLE 4 :</b> Salariés au forfait.....                                                 | 7  |
| <b>ARTICLE 5 :</b> Campagnes annuelles d'augmentations individuelles .....                  | 8  |
| <b>ARTICLE 6 :</b> Durée de l'accord.....                                                   | 8  |
| <b>ARTICLE 7 :</b> Suivi de l'accord .....                                                  | 9  |
| <b>ARTICLE 8 :</b> Clause de rendez-vous.....                                               | 9  |
| <b>ARTICLE 9 :</b> Révision et dénonciation de l'accord.....                                | 9  |
| <b>ARTICLE 10 :</b> Communication de l'accord.....                                          | 9  |
| <b>ARTICLE 11 :</b> Dépôt de l'accord .....                                                 | 9  |
| <b>ARTICLE 12 :</b> Publication de l'accord .....                                           | 10 |
| ANNEXES.....                                                                                | 11 |

**PREAMBULE**

Par un accord du 3 octobre 2023, la Direction et les partenaires sociaux de l'Entreprise ont défini la structure de rémunération des salariés appartenant aux groupes d'emploi A à E. Cet accord était conclu pour une durée déterminée jusqu'au 31 décembre 2026.

Faisant le constat qu'en matière de rémunération, et plus particulièrement de salaires minima hiérarchiques et de prime d'ancienneté, la convention collective nationale de la Métallurgie reste moins favorable que les stipulations conventionnelles jusqu'alors appliquées au sein de la société Safran Nacelles, les Parties sont entrées en négociation et se sont rencontrées les 8, 15, 22 et 29 septembre 2026, afin de renégocier les règles propres à la Société et adaptées à son personnel.

Les Parties entendent faire application de l'article L. 2253-6 du Code du travail, afin que les stipulations du présent accord se substituent en totalité à celles ayant le même objet des précédents accords ou conventions conclus antérieurement au sein de l'entreprise ou des établissements qu'elle comporte.

Les parties conviennent en outre de faire application de l'article L. 2253-3 du Code du travail et ainsi faire prévaloir les stipulations du présent accord sur celles ayant le même objet prévues par la convention collective de branche.

Par ailleurs, en ce qui concerne les salaires minima hiérarchiques, les parties constatent que le présent accord assure des garanties au moins équivalentes à celles de la convention collective de la Métallurgie, qu'il améliore dans leur globalité, conformément à l'article L. 2253-1 du Code du travail.

Les Parties tiennent à souligner que toutes les fonctions ou groupes d'emploi prévues au présent accord s'entendent au masculin comme au féminin.

**CECI ETANT RAPPELE IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :****ARTICLE 1 : Champ d'application, objet et effets**

Le présent accord s'applique au sein de l'entreprise Safran Nacelles France et concerne les salariés appartenant aux groupes d'emploi A à E.

Le présent accord a pour objet d'adopter des règles propres à la Société et adaptées à son personnel, en matière de rémunération, et plus particulièrement de salaires minima hiérarchiques et de prime d'ancienneté. Les Parties rappellent à ce titre que les règles prévues par le présent accord sont inspirées des mécanismes issus de la convention collective nationale de la Métallurgie, qu'elles viennent toutefois améliorer dans leur globalité.

En application de l'article L. 2253-6 du Code du travail, les stipulations du présent accord se substituent en totalité à celles ayant le même objet des précédents accords ou conventions conclus antérieurement au sein de l'entreprise ou de ses établissements. En outre, en application de l'article L. 2253-3 du Code du travail, les stipulations du présent accord

Accord sur la structure de la rémunération des salariés appartenant aux groupes d'emploi A à E

prévalent sur celles ayant le même objet prévues par la convention collective de branche.

Par ailleurs, en ce qui concerne les salaires minima hiérarchiques, les parties constatent que le présent accord assure des garanties au moins équivalentes à celles de la convention collective de la Métallurgie, qu'il améliore dans leur globalité, conformément à l'article L. 2253-1 du Code du travail.

## ARTICLE 2 : Prime d'ancienneté

Par le présent accord, les Parties entendent adopter des modalités de calcul similaires à celles de la convention collective de la branche, mais en les adaptant à l'entreprise afin de conserver des montants de prime globalement plus favorables que ceux de la branche.

### Article 2.1. Condition d'octroi et modalités de calcul

Le salarié dont l'emploi est compris dans les groupes d'emplois A à E bénéficie d'une prime d'ancienneté s'ajoutant à sa rémunération mensuelle après trois ans d'ancienneté dans l'entreprise.

La prime d'ancienneté est calculée en appliquant, à la base de calcul spécifique du salarié multipliée par cent, le nombre d'années d'ancienneté de celui-ci dans l'entreprise, dans la limite de quinze ans.

Le montant de la prime répond à la formule suivante :

$$\text{Base de calcul spécifique} = \text{valeur du point} \times \text{taux} \times 100 \times \text{nombre d'années d'ancienneté} \\ (\text{dans la limite de 15})$$

La base de calcul spécifique est déterminée en multipliant la valeur du point par un taux, fixé par les parties au présent accord pour chaque classe d'emplois, comme suit :

| Classes d'emploi | A1     | A2     | B3     | B4     | C5     | C6     | D7     | D8     | E9     | E10    |
|------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Taux             | 1,825% | 1,975% | 2,125% | 2,325% | 2,525% | 2,525% | 2,825% | 3,025% | 3,325% | 3,825% |

Les Parties conviennent que la valeur du point appliquée dans l'ensemble des établissements de l'entreprise à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027, pour une base 35H00, est de 8,712 euros. Les Parties conviennent par ailleurs que la valeur du point est déterminée, par établissement, en fonction de la durée du travail collective de référence en vigueur au sein de chaque établissement (« temps plein de référence »). Celle-ci est appliquée forfaitairement et indistinctement aux salariés, nonobstant le régime d'aménagement du temps de travail qui leur est le cas échéant appliqué, et nonobstant leur durée du travail individuelle. Le montant de la prime d'ancienneté ne supporte donc notamment pas les majorations pour heures supplémentaires.

Ainsi, pour un établissement dont la durée du travail collective de référence en vigueur est de 36H00 (comme cela est le cas de l'établissement du Havre, à la date de signature du présent accord), la valeur du point est de 8,962 euros.

De même, pour un établissement dont la durée du travail collective de référence en vigueur est de 35H50 (comme cela est le cas de l'établissement de Florange, à la date de signature du présent accord), la valeur du point est de 8,919 euros.

Enfin, pour les établissements dont la durée du travail collective de référence en vigueur est de 35H00 (comme cela est le cas des établissements de Saclay, Pont-Audemer et Toulouse, à la date de signature du présent accord), la valeur du point est de 8,712 euros.

Il est annexé au présent accord, à titre indicatif, les grilles des montants des primes d'ancienneté, par classe d'emploi, par établissement, pour 2027.

Il est convenu que, à compter de 2028, la valeur du point sera réévaluée proportionnellement du taux d'augmentation générale négocié à l'occasion de la négociation annuelle sur les salaires, ayant fait l'objet d'un accord majoritaire.

Les Parties conviennent en outre que le montant de la prime d'ancienneté ne sera pas proratisé pour les salariés à temps partiel ou pour les éventuels salariés en « forfait-jours réduit », en proportion de leur durée de travail à temps partiel.

Les Parties rappellent que lorsque la date anniversaire du début de l'ancienneté intervient en cours de mois, la prime d'ancienneté réévaluée prend effet au premier jour du mois considéré.

La prime d'ancienneté doit figurer sur une ligne distincte du bulletin de paie.

### ***Article 2.2. Sort de la prime d'ancienneté en cas de mobilité interne Safran Nacelles***

En cas de mobilité impliquant un changement vers une classe d'emploi inférieure au sein de Safran Nacelles, il est expressément convenu que le montant différentiel entre la prime d'ancienneté correspondant à la classe d'emploi antérieure et la prime d'ancienneté correspondant à la nouvelle classe d'emploi dans le cadre de la mobilité sera réintégré dans le salaire de base du salarié.

## **ARTICLE 3 : Salaires minima hiérarchiques**

Par le présent accord, les Parties ont entendu adopter des modalités de calcul similaires à celles de la convention collective de la branche, mais en les adaptant à l'entreprise, conduisant à des montants globalement plus favorables par rapport à la grille de rémunération annuelle minimale brute de la convention collective de branche.

Il est instauré dans l'entreprise, au profit des salariés dont l'emploi est compris dans les groupes d'emplois A à E de la branche de la métallurgie, un barème unique de salaires minima hiérarchiques.

Accord sur la structure de la rémunération des salariés appartenant aux groupes d'emploi A à E

Les salaires minima hiérarchiques correspondent à une garantie minimale annuelle conventionnelle de salaire au-dessous de laquelle le salarié ne peut pas être rémunéré pour une année complète d'activité.

Les Parties rappellent à ce titre que la Direction procède chaque année, au 1<sup>er</sup> janvier et au 1<sup>er</sup> juillet, à une vérification et à une éventuelle mise à niveau des salaires de base sur la base des minima conventionnels et connus à cette date pour l'ensemble des salariés concernés. Si un salarié devait percevoir, sur l'année, une rémunération inférieure au minimum hiérarchique, un ajustement du différentiel serait versé au plus tard au premier trimestre de l'année suivante et, si nécessaire, le salaire de base réajusté dès le 1<sup>er</sup> janvier suivant.

Pour l'application des salaires minima hiérarchiques, il sera tenu compte de l'ensemble des salaires de base mensuels et de la prime de 13<sup>e</sup> mois du salarié concerné.

Par ailleurs, il est précisé que les nouveaux embauchés bénéficieront d'un salaire de base mensuel minimum correspondant à un treizième du salaire minima hiérarchique annuel correspondant à la classe d'emploi concernée.

Les salaires minima hiérarchiques sont fixés en valeur nominale, pour chacune des dix classes d'emplois des groupes d'emplois A à E définies par la convention collective de la branche.

Les Parties conviennent expressément que les salaires minima hiérarchiques sont fixés pour l'ensemble des établissements de l'entreprise pour une année civile complète de travail effectif. Les Parties conviennent par ailleurs que les salaires minima hiérarchiques sont fixés, de manière générale, sur la base de la durée légale du travail (35 heures), et ensuite appliqués, par établissement, en fonction de la durée du travail collective de référence en vigueur au sein de chaque établissement (« temps plein de référence »). Ils sont dès lors appliqués forfaitairement et indistinctement aux salariés à temps plein, nonobstant le régime d'aménagement du temps de travail qui leur est le cas échéant appliqué, et nonobstant leur durée du travail individuelle. Le montant des salaires minima hiérarchiques n'est donc pas augmenté en fonction des heures effectuées par le salarié au-delà de la durée du travail collective de référence en vigueur au sein de l'établissement du salarié.

Les Parties rappellent à ce titre que, à la date de signature du présent accord, la durée du travail collective de référence en vigueur au sein de l'établissement du Havre est de 36H00 ; celle en vigueur au sein de l'établissement de Florange est de 35H50 ; celle en vigueur au sein des établissements de Saclay, Pont-Audemer et Toulouse est de 35H00.

Il est annexé au présent accord, à titre indicatif, les grilles des montants des salaires minima hiérarchiques annuels, par classe d'emploi, par établissement, pour 2027.

Les partenaires sociaux se réuniront chaque année, à compter de 2028, pour réévaluer les montants mentionnés dans la grille ci-dessous proportionnellement au taux d'augmentation générale négocié à l'occasion de la négociation annuelle sur les salaires, ayant fait l'objet d'un accord majoritaire. Il est expressément convenu que ces réévaluations des montants auront lieu au plus tôt à compter de l'exercice 2028.

Les Parties conviennent que les salaires minima hiérarchiques seront proratisés pour les salariés à temps partiel, en proportion de leur durée de travail à temps partiel. Ils seront en outre réduits, au prorata, en cas d'entrée ou de départ du salarié en cours d'année, et en cas de suspension du contrat de travail, pour quelque cause que ce soit, non assimilée à un temps de travail effectif. Enfin, ils seront adaptés, au prorata, en cas de modification, en cours d'année, de la fonction du salarié entraînant un changement du classement applicable à la nouvelle fonction.

#### **ARTICLE 4 : Salariés au forfait**

Les Parties rappellent qu'à la date de signature du présent accord, certains salariés visés au champ d'application du présent accord sont soumis à une convention annuelle de forfait en jours ; qu'en revanche, la Société ne compte aucun salarié soumis à une convention annuelle de forfait en heures.

S'agissant des salariés soumis à un forfait hebdomadaire ou mensuel en heures, les parties conviennent de reprendre la même logique que celle retenue depuis plusieurs années dans les accords de Safran Nacelles. A ce titre, il est rappelé que, pour tenir compte du différentiel entre l'horaire collectif de l'Etablissement considéré et le forfait en heures, il est appliqué une revalorisation du salaire de base du salarié concerné compte tenu des différences du régime horaire sur les différents établissements de Safran Nacelles, cette revalorisation est adaptée pour chacun d'entre eux. La revalorisation tient compte de la volonté d'harmoniser le nombre de jours de RTT attachés à ce forfait, soit 10,5 jours quel que soit le site.

Dans la situation actuelle, voici les différents cas :

- Toulouse : passage de 35 h à 39 h soit un écart de 11,43% dont 8% de revalorisation salariale et attribution de 10,5 jours de RTT.
- Le Havre : passage de 37 h à 39 h soit un écart de 5,4% dont 5,21% de valorisation salariale et attribution de 3 jours de RTT.
- Saclay : passage de 37 h à 39 h et revalorisation salariale de 9,04% et attribution de 10,5 jours de RTT.
- Pont-Audemer : passage 35 h à 39 h et revalorisation salariale de 7,77% et attribution de 10,5 jours de RTT.
- Florange : passage de 35 h à 37h30 mn avec revalorisation salariale de 8% (comprenant la majoration pour heures supplémentaires) et de 37h30 mn à 39 h avec attribution de 10,5 jours de RTT.

S'agissant des salariés soumis à un forfait annuel en jours, conformément à l'article L. 3121-58 du Code du travail, la formule du forfait défini en jours sur l'année peut être convenue avec les salariés qui ne sont pas occupés selon l'horaire collectif applicable au sein de l'atelier, du service ou de l'équipe auquel ils sont intégrés, de telle sorte que leur temps de travail ne soit pas prédéterminé.

Les salariés doivent disposer d'une réelle autonomie dans l'organisation quotidienne de leur emploi du temps et à ce titre ne sont pas soumis à un contrôle de leur horaire de travail.

La possibilité de conclure un forfait en jours sur l'année nécessite l'accord exprès du salarié et un avenant précisant les changements au contrat de travail est proposé aux salariés. Cette possibilité est généralement associée à une évolution des compétences du champ de responsabilités et notamment du degré d'autonomie et intervient plutôt à l'occasion d'une promotion.

Les Parties conviennent, pour le salarié soumis à une convention de forfait en jours sur l'année incluant la journée de solidarité prévue par l'article L. 3133-7 du Code du travail, que les montants des salaires minima hiérarchiques annuels susmentionnés, sont majorés de 30 % pour un forfait annuel en jours prévoyant le nombre maximum de jours pouvant être convenu dans l'entreprise (équivalent à un forfait-jours « temps complet »). Les salaires minima hiérarchiques ainsi majorés sont adaptés en fonction du nombre de jours ou de demi-jours de travail effectif prévu par le contrat de travail lorsque ce nombre est inférieur au volume du forfait équivalent au temps complet. En d'autres termes, les salaires minima hiérarchiques sont proratisés pour les salariés en « forfait-jours réduit »,

### **ARTICLE 5 : Campagnes annuelles d'augmentations individuelles**

Les Parties conviennent que la Négociation Annuelle Obligatoire (NAO) relative à la politique salariale est l'instance la plus appropriée pour négocier des dispositions relatives :

- au taux minimum des salariés appartenant aux groupes d'emploi A à E percevant une augmentation individuelle ;
- et/ou au montant minimum de l'augmentation individuelle pouvant être attribuée à un salarié appartenant aux groupes d'emploi A à E.

Lorsque la hiérarchie est amenée à ne pas accorder d'augmentation individuelle au cours de trois années consécutives, un entretien spécifique est organisé par le responsable hiérarchique en vue de faire un point sur l'évolution de carrière envisageable et les actions possibles à engager. L'objectif étant de permettre aux salariés de renouer avec la performance et de pouvoir ainsi prétendre à une augmentation individuelle lors des exercices suivants. En cas de difficulté particulière et sur demande du salarié ou du manager, le RH de proximité peut participer à cet entretien afin d'apporter son concours et ses conseils à la définition des actions, voire du parcours, nécessaires pour permettre aux salariés de renouer avec la performance.

### **ARTICLE 6 : Durée de l'accord**

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée de trois années. Il prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2027.

L'accord expirera en conséquence le 31 décembre 2029 sans autres formalités et ne sera pas tacitement renouvelé.

Dans les trois mois qui précèdent cette date, l'entreprise et les organisations syndicales représentatives se rencontreront afin de négocier un éventuel renouvellement du présent accord et les adaptations nécessaires.

Accord sur la structure de la rémunération des salariés appartenant aux groupes d'emploi A à E

**ARTICLE 7 : Suivi de l'accord**

En vue du suivi de l'application du présent accord, les parties conviennent de se revoir une fois par an à compter de la date de son entrée en vigueur.

**ARTICLE 8 : Clause de rendez-vous**

En cas de modification substantielle des textes régissant les matières traitées par le présent accord, et notamment en cas de modification substantielle des modalités de calcul de la prime d'ancienneté ou des salaires minima hiérarchiques prévues par la branche de la Métallurgie dans les matières susvisées, les parties signataires s'engagent à se rencontrer dans un délai de trois mois suivant la demande de l'une des parties signataires en vue d'entamer des négociations relatives à l'adaptation du présent accord.

**ARTICLE 9 : Révision et dénonciation de l'accord**

L'accord pourra être révisé conformément aux dispositions légales en vigueur. La procédure de révision du présent accord ne peut être engagée que par la Direction ou l'une des parties habilitées en application des dispositions du Code du travail. Information devra en être faite à la Direction, lorsque celle-ci n'est pas à l'origine de l'engagement de la procédure, et à chacune des autres parties habilitées à engager la procédure de révision par courrier recommandé avec accusé de réception.

Le présent accord pourra être dénoncé par l'ensemble des parties signataires moyennant un préavis de trois mois. Néanmoins, les parties signataires pourront, à l'occasion de la dénonciation et à l'unanimité, prévoir un délai de préavis différent.

La direction et les organisations syndicales représentatives se réuniront pendant la durée du préavis pour discuter les possibilités d'un nouvel accord.

**ARTICLE 10 : Communication de l'accord**

Le texte du présent accord, une fois signé, sera notifié à l'ensemble des organisations syndicales représentatives dans l'entreprise.

**ARTICLE 11 : Dépôt de l'accord**

Le présent accord donnera lieu à dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6 et D. 2231- 2 et suivants du code du travail. Il sera déposé :

- sur la plateforme de téléprocédure dénommée « TéléAccords » accompagné des pièces prévues aux articles D. 2231-6 et D. 2231-7 du code du travail ;
- et en un exemplaire auprès du greffe du Conseil de prud'hommes de

Rambouillet.

## ARTICLE 12 : Publication de l'accord

Le présent accord fera l'objet d'une publication dans la base de données nationale visée à l'article L. 2231-5-1 du code du travail dans une version ne comportant pas les noms et prénoms des négociateurs et des signataires.

Fait à Magny les Hameaux, le 6 octobre 2026

En 5 exemplaires originaux,

### Pour Safran Nacelles,

Madame Céline SOUSA

Directrice des Responsabilités Humaines et Sociétales

Signed by **Céline SOUSA** on  
06/10/2026 11:42



### Pour les Organisations Syndicales,

- Pour la CFDT : Monsieur Franck ZAGANELLI

Signed by **Franck Zaganelli** on  
06/10/2026 11:41



- Pour la CFE-CGC : Monsieur Clément GOURLET

Signed by **Gourlet Clément** on  
06/10/2026 11:41



- Pour la CGT : Monsieur Alain GRATIGNY

Signed by **Gratigny Alain** on  
06/10/2026 11:43



## ANNEXES

### Annexe 1 : Montants des primes d'ancienneté (selon la durée du travail collective de référence – 35H) – Etablissement Paris-Saclay

| Classe d'emploi | A1       | A2       | B3       | B4       | C5       | C6       | D7       | D8       | E9       | E10      |
|-----------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| Anc./Taux       | 1,825%   | 1,975%   | 2,125%   | 2,325%   | 2,525%   | 2,725%   | 2,825%   | 3,025%   | 3,325%   | 3,825%   |
| 3               | 47,69 €  | 51,61 €  | 55,53 €  | 60,76 €  | 65,99 €  | 71,22 €  | 73,83 €  | 79,06 €  | 86,90 €  | 99,97 €  |
| 4               | 63,59 €  | 68,82 €  | 74,05 €  | 81,02 €  | 87,99 €  | 94,96 €  | 98,44 €  | 105,41 € | 115,86 € | 133,29 € |
| 5               | 79,49 €  | 86,03 €  | 92,56 €  | 101,27 € | 109,98 € | 118,70 € | 123,05 € | 131,76 € | 144,83 € | 166,61 € |
| 6               | 95,39 €  | 103,23 € | 111,07 € | 121,53 € | 131,98 € | 142,44 € | 147,66 € | 158,12 € | 173,80 € | 199,94 € |
| 7               | 111,29 € | 120,44 € | 129,59 € | 141,78 € | 153,98 € | 166,18 € | 172,27 € | 184,47 € | 202,77 € | 233,26 € |
| 8               | 127,19 € | 137,64 € | 148,10 € | 162,04 € | 175,98 € | 189,92 € | 196,89 € | 210,83 € | 231,73 € | 266,58 € |
| 9               | 143,09 € | 154,85 € | 166,61 € | 182,29 € | 197,98 € | 213,66 € | 221,50 € | 237,18 € | 260,70 € | 299,91 € |
| 10              | 158,99 € | 172,06 € | 185,13 € | 202,55 € | 219,97 € | 237,40 € | 246,11 € | 263,53 € | 289,67 € | 333,23 € |
| 11              | 174,89 € | 189,26 € | 203,64 € | 222,80 € | 241,97 € | 261,14 € | 270,72 € | 289,89 € | 318,64 € | 366,55 € |
| 12              | 190,79 € | 206,47 € | 222,15 € | 243,06 € | 263,97 € | 284,88 € | 295,33 € | 316,24 € | 347,60 € | 399,88 € |
| 13              | 206,69 € | 223,68 € | 240,66 € | 263,32 € | 285,97 € | 308,62 € | 319,94 € | 342,59 € | 376,57 € | 433,20 € |
| 14              | 222,59 € | 240,88 € | 259,18 € | 283,57 € | 307,96 € | 332,36 € | 344,55 € | 368,95 € | 405,54 € | 466,52 € |
| 15              | 238,49 € | 258,09 € | 277,69 € | 303,83 € | 329,96 € | 356,10 € | 369,17 € | 395,30 € | 434,51 € | 499,85 € |

**Annexe 2 : Montants des primes d'ancienneté (selon la durée du travail collective de référence – 35H) – Etablissement Pont-Audemer**

| Classe d'emploi | A1       | A2       | B3       | B4       | C5       | C6       | D7       | D8       | E9       | E10      |
|-----------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| Anc./Taux       | 1,825%   | 1,975%   | 2,125%   | 2,325%   | 2,525%   | 2,725%   | 2,825%   | 3,025%   | 3,325%   | 3,825%   |
| 3               | 47,69 €  | 51,61 €  | 55,53 €  | 60,76 €  | 65,99 €  | 71,22 €  | 73,83 €  | 79,06 €  | 86,90 €  | 99,97 €  |
| 4               | 63,59 €  | 68,82 €  | 74,05 €  | 81,02 €  | 87,99 €  | 94,96 €  | 98,44 €  | 105,41 € | 115,86 € | 133,29 € |
| 5               | 79,49 €  | 86,03 €  | 92,56 €  | 101,27 € | 109,98 € | 118,70 € | 123,05 € | 131,76 € | 144,83 € | 166,61 € |
| 6               | 95,39 €  | 103,23 € | 111,07 € | 121,53 € | 131,98 € | 142,44 € | 147,66 € | 158,12 € | 173,80 € | 199,94 € |
| 7               | 111,29 € | 120,44 € | 129,59 € | 141,78 € | 153,98 € | 166,18 € | 172,27 € | 184,47 € | 202,77 € | 233,26 € |
| 8               | 127,19 € | 137,64 € | 148,10 € | 162,04 € | 175,98 € | 189,92 € | 196,89 € | 210,83 € | 231,73 € | 266,58 € |
| 9               | 143,09 € | 154,85 € | 166,61 € | 182,29 € | 197,98 € | 213,66 € | 221,50 € | 237,18 € | 260,70 € | 299,91 € |
| 10              | 158,99 € | 172,06 € | 185,13 € | 202,55 € | 219,97 € | 237,40 € | 246,11 € | 263,53 € | 289,67 € | 333,23 € |
| 11              | 174,89 € | 189,26 € | 203,64 € | 222,80 € | 241,97 € | 261,14 € | 270,72 € | 289,89 € | 318,64 € | 366,55 € |
| 12              | 190,79 € | 206,47 € | 222,15 € | 243,06 € | 263,97 € | 284,88 € | 295,33 € | 316,24 € | 347,60 € | 399,88 € |
| 13              | 206,69 € | 223,68 € | 240,66 € | 263,32 € | 285,97 € | 308,62 € | 319,94 € | 342,59 € | 376,57 € | 433,20 € |
| 14              | 222,59 € | 240,88 € | 259,18 € | 283,57 € | 307,96 € | 332,36 € | 344,55 € | 368,95 € | 405,54 € | 466,52 € |
| 15              | 238,49 € | 258,09 € | 277,69 € | 303,83 € | 329,96 € | 356,10 € | 369,17 € | 395,30 € | 434,51 € | 499,85 € |

**Annexe 3 : Montants des primes d'ancienneté (selon la durée du travail collective de référence – 36H) – Etablissement Le Havre**

| Classe d'emploi | A1       | A2       | B3       | B4       | C5       | C6       | D7       | D8       | E9       | E10      |
|-----------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| Anc./Taux       | 1,825%   | 1,975%   | 2,125%   | 2,325%   | 2,525%   | 2,725%   | 2,825%   | 3,025%   | 3,325%   | 3,825%   |
| <b>3</b>        | 49,06 €  | 53,09 €  | 57,13 €  | 62,50 €  | 67,88 €  | 73,26 €  | 75,95 €  | 81,33 €  | 89,39 €  | 102,83 € |
| <b>4</b>        | 65,42 €  | 70,79 €  | 76,17 €  | 83,34 €  | 90,51 €  | 97,68 €  | 101,27 € | 108,44 € | 119,19 € | 137,11 € |
| <b>5</b>        | 81,77 €  | 88,49 €  | 95,22 €  | 104,18 € | 113,14 € | 122,10 € | 126,58 € | 135,55 € | 148,99 € | 171,39 € |
| <b>6</b>        | 98,13 €  | 106,19 € | 114,26 € | 125,01 € | 135,77 € | 146,52 € | 151,90 € | 162,66 € | 178,79 € | 205,67 € |
| <b>7</b>        | 114,48 € | 123,89 € | 133,30 € | 145,85 € | 158,40 € | 170,95 € | 177,22 € | 189,77 € | 208,59 € | 239,95 € |
| <b>8</b>        | 130,84 € | 141,59 € | 152,35 € | 166,69 € | 181,03 € | 195,37 € | 202,54 € | 216,88 € | 238,38 € | 274,23 € |
| <b>9</b>        | 147,20 € | 159,29 € | 171,39 € | 187,52 € | 203,66 € | 219,79 € | 227,85 € | 243,99 € | 268,18 € | 308,51 € |
| <b>10</b>       | 163,55 € | 176,99 € | 190,44 € | 208,36 € | 226,29 € | 244,21 € | 253,17 € | 271,10 € | 297,98 € | 342,79 € |
| <b>11</b>       | 179,91 € | 194,69 € | 209,48 € | 229,20 € | 248,91 € | 268,63 € | 278,49 € | 298,21 € | 327,78 € | 377,07 € |
| <b>12</b>       | 196,26 € | 212,39 € | 228,53 € | 250,03 € | 271,54 € | 293,05 € | 303,81 € | 325,32 € | 357,58 € | 411,35 € |
| <b>13</b>       | 212,62 € | 230,09 € | 247,57 € | 270,87 € | 294,17 € | 317,47 € | 329,12 € | 352,43 € | 387,38 € | 445,63 € |
| <b>14</b>       | 228,97 € | 247,79 € | 266,61 € | 291,71 € | 316,80 € | 341,90 € | 354,44 € | 379,54 € | 417,18 € | 479,91 € |
| <b>15</b>       | 245,33 € | 265,49 € | 285,66 € | 312,54 € | 339,43 € | 366,32 € | 379,76 € | 406,65 € | 446,97 € | 514,19 € |

**Annexe 4 : Montants des primes d'ancienneté (selon la durée du travail collective de référence – 35H) – Etablissement Toulouse**

| Classe d'emploi | A1       | A2       | B3       | B4       | C5       | C6       | D7       | D8       | E9       | E10      |
|-----------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| Anc./Taux       | 1,825%   | 1,975%   | 2,125%   | 2,325%   | 2,525%   | 2,725%   | 2,825%   | 3,025%   | 3,325%   | 3,825%   |
| <b>3</b>        | 47,69 €  | 51,61 €  | 55,53 €  | 60,76 €  | 65,99 €  | 71,22 €  | 73,83 €  | 79,06 €  | 86,90 €  | 99,97 €  |
| <b>4</b>        | 63,59 €  | 68,82 €  | 74,05 €  | 81,02 €  | 87,99 €  | 94,96 €  | 98,44 €  | 105,41 € | 115,86 € | 133,29 € |
| <b>5</b>        | 79,49 €  | 86,03 €  | 92,56 €  | 101,27 € | 109,98 € | 118,70 € | 123,05 € | 131,76 € | 144,83 € | 166,61 € |
| <b>6</b>        | 95,39 €  | 103,23 € | 111,07 € | 121,53 € | 131,98 € | 142,44 € | 147,66 € | 158,12 € | 173,80 € | 199,94 € |
| <b>7</b>        | 111,29 € | 120,44 € | 129,59 € | 141,78 € | 153,98 € | 166,18 € | 172,27 € | 184,47 € | 202,77 € | 233,26 € |
| <b>8</b>        | 127,19 € | 137,64 € | 148,10 € | 162,04 € | 175,98 € | 189,92 € | 196,89 € | 210,83 € | 231,73 € | 266,58 € |
| <b>9</b>        | 143,09 € | 154,85 € | 166,61 € | 182,29 € | 197,98 € | 213,66 € | 221,50 € | 237,18 € | 260,70 € | 299,91 € |
| <b>10</b>       | 158,99 € | 172,06 € | 185,13 € | 202,55 € | 219,97 € | 237,40 € | 246,11 € | 263,53 € | 289,67 € | 333,23 € |
| <b>11</b>       | 174,89 € | 189,26 € | 203,64 € | 222,80 € | 241,97 € | 261,14 € | 270,72 € | 289,89 € | 318,64 € | 366,55 € |
| <b>12</b>       | 190,79 € | 206,47 € | 222,15 € | 243,06 € | 263,97 € | 284,88 € | 295,33 € | 316,24 € | 347,60 € | 399,88 € |
| <b>13</b>       | 206,69 € | 223,68 € | 240,66 € | 263,32 € | 285,97 € | 308,62 € | 319,94 € | 342,59 € | 376,57 € | 433,20 € |
| <b>14</b>       | 222,59 € | 240,88 € | 259,18 € | 283,57 € | 307,96 € | 332,36 € | 344,55 € | 368,95 € | 405,54 € | 466,52 € |
| <b>15</b>       | 238,49 € | 258,09 € | 277,69 € | 303,83 € | 329,96 € | 356,10 € | 369,17 € | 395,30 € | 434,51 € | 499,85 € |

**Annexe 5 : Montants des primes d'ancienneté (selon la durée du travail collective de référence – 35H50mn) – Etablissement Florange**

| Classe d'emploi | A1       | A2       | B3       | B4       | C5       | C6       | D7       | D8       | E9       | E10      |
|-----------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| Anc./Taux       | 1,825%   | 1,975%   | 2,125%   | 2,325%   | 2,525%   | 2,725%   | 2,825%   | 3,025%   | 3,325%   | 3,825%   |
| <b>3</b>        | 48,83 €  | 52,84 €  | 56,85 €  | 62,21 €  | 67,56 €  | 72,91 €  | 75,58 €  | 80,93 €  | 88,96 €  | 102,34 € |
| <b>4</b>        | 65,10 €  | 70,46 €  | 75,81 €  | 82,94 €  | 90,08 €  | 97,21 €  | 100,78 € | 107,91 € | 118,62 € | 136,46 € |
| <b>5</b>        | 81,38 €  | 88,07 €  | 94,76 €  | 103,68 € | 112,60 € | 121,52 € | 125,98 € | 134,89 € | 148,27 € | 170,57 € |
| <b>6</b>        | 97,66 €  | 105,69 € | 113,71 € | 124,42 € | 135,12 € | 145,82 € | 151,17 € | 161,87 € | 177,93 € | 204,69 € |
| <b>7</b>        | 113,94 € | 123,30 € | 132,67 € | 145,15 € | 157,64 € | 170,12 € | 176,37 € | 188,85 € | 207,58 € | 238,80 € |
| <b>8</b>        | 130,21 € | 140,92 € | 151,62 € | 165,89 € | 180,16 € | 194,43 € | 201,56 € | 215,83 € | 237,24 € | 272,92 € |
| <b>9</b>        | 146,49 € | 158,53 € | 170,57 € | 186,63 € | 202,68 € | 218,73 € | 226,76 € | 242,81 € | 266,90 € | 307,03 € |
| <b>10</b>       | 162,77 € | 176,15 € | 189,52 € | 207,36 € | 225,20 € | 243,04 € | 251,96 € | 269,79 € | 296,55 € | 341,15 € |
| <b>11</b>       | 179,04 € | 193,76 € | 208,48 € | 228,10 € | 247,72 € | 267,34 € | 277,15 € | 296,77 € | 326,21 € | 375,26 € |
| <b>12</b>       | 195,32 € | 211,38 € | 227,43 € | 248,84 € | 270,24 € | 291,65 € | 302,35 € | 323,75 € | 355,86 € | 409,38 € |
| <b>13</b>       | 211,60 € | 228,99 € | 246,38 € | 269,57 € | 292,76 € | 315,95 € | 327,55 € | 350,73 € | 385,52 € | 443,49 € |
| <b>14</b>       | 227,88 € | 246,61 € | 265,34 € | 290,31 € | 315,28 € | 340,25 € | 352,74 € | 377,71 € | 415,17 € | 477,61 € |
| <b>15</b>       | 244,15 € | 264,22 € | 284,29 € | 311,05 € | 337,80 € | 364,56 € | 377,94 € | 404,69 € | 444,83 € | 511,72 € |

**Annexe 6 : Montants des salaires minima hiérarchiques annuels (selon la durée du travail collective de référence – 35H) – Etablissement Paris-Saclay**

| <b>Etablissement de Paris-Saclay</b> |                                              |
|--------------------------------------|----------------------------------------------|
| <b>Classe d'emploi</b>               | <b>Salaires minima hiérarchiques annuels</b> |
| A1                                   | 23 997 €                                     |
| A2                                   | 24 682 €                                     |
| B3                                   | 25 368 €                                     |
| B4                                   | 26 054 €                                     |
| C5                                   | 26 740 €                                     |
| C6                                   | 28 111 €                                     |
| D7                                   | 29 482 €                                     |
| D8                                   | 31 538 €                                     |
| E9                                   | 33 433 €                                     |
| E10                                  | 36 845 €                                     |

**Annexe 7 : Montants des salaires minima hiérarchiques annuels (selon la durée du travail collective de référence – 35H) – Etablissement Pont-Audemer**

| <b>Etablissement de Pont Audemer</b> |                                              |
|--------------------------------------|----------------------------------------------|
| <b>Classe d'emploi</b>               | <b>Salaires minima hiérarchiques annuels</b> |
| A1                                   | 23 997 €                                     |
| A2                                   | 24 682 €                                     |
| B3                                   | 25 368 €                                     |
| B4                                   | 26 054 €                                     |
| C5                                   | 26 740 €                                     |
| C6                                   | 28 111 €                                     |
| D7                                   | 29 482 €                                     |
| D8                                   | 31 538 €                                     |
| E9                                   | 33 433 €                                     |
| E10                                  | 36 845 €                                     |

**Annexe 8 : Montants des salaires minima hiérarchiques annuels (selon la durée du travail collective de référence – 36H) – Etablissement Le Havre**

| Etablissement du Havre |                                       |
|------------------------|---------------------------------------|
| Classe d'emploi        | Salaires minima hiérarchiques annuels |
| A1                     | 24 683 €                              |
| A2                     | 25 388 €                              |
| B3                     | 26 093 €                              |
| B4                     | 26 799 €                              |
| C5                     | 27 504 €                              |
| C6                     | 28 915 €                              |
| D7                     | 30 325 €                              |
| D8                     | 32 440 €                              |
| E9                     | 34 389 €                              |
| E10                    | 37 898 €                              |

**Annexe 9 : Montants des salaires minima hiérarchiques annuels (selon la durée du travail collective de référence – 35H) – Etablissement Toulouse**

| <b>Etablissement de Toulouse</b> |                                              |
|----------------------------------|----------------------------------------------|
| <b>Classe d'emploi</b>           | <b>Salaires minima hiérarchiques annuels</b> |
| A1                               | 23 997 €                                     |
| A2                               | 24 682 €                                     |
| B3                               | 25 368 €                                     |
| B4                               | 26 054 €                                     |
| C5                               | 26 740 €                                     |
| C6                               | 28 111 €                                     |
| D7                               | 29 482 €                                     |
| D8                               | 31 538 €                                     |
| E9                               | 33 433 €                                     |
| E10                              | 36 845 €                                     |

**Annexe 10 : Montants des salaires minima hiérarchiques annuels (selon la durée du travail collective de référence – 35H50mn) – Etablissement Florange**

| <b>Etablissement de Florange</b> |                                              |
|----------------------------------|----------------------------------------------|
| <b>Classe d'emploi</b>           | <b>Salaires minima hiérarchiques annuels</b> |
| A1                               | 24 567 €                                     |
| A2                               | 25 268 €                                     |
| B3                               | 25 970 €                                     |
| B4                               | 26 672 €                                     |
| C5                               | 27 375 €                                     |
| C6                               | 28 778 €                                     |
| D7                               | 30 182 €                                     |
| D8                               | 32 286 €                                     |
| E9                               | 34 226 €                                     |
| E10                              | 37 719 €                                     |